

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

CUBA ET ALGÉRIE—PRÉTENDUE PRÉSENCE D'ÉLÉMENTS
DU FLQ

[Français]

M. René Matte (Champlain): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

A-t-il eu des pourparlers avec des représentants de Cuba et de l'Algérie, afin de savoir si des éléments du FLQ ne seraient pas actuellement à l'intérieur des frontières de ces pays?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur, nous n'avons pas eu d'entretiens dans ce sens, avec les gouvernements du Cuba ou de l'Algérie. Toutefois, nous nous sommes effectivement mis en rapport avec eux avant, par exemple, de proposer aux ravisseurs un sauf-conduit vers Cuba. Nous n'aurions pas pu faire cette offre sans l'accord du gouvernement de Cuba.

CUBA—PRÉTENDUE OFFRE DE SAUF-CONDUITS À
PAUL ROSE OU À SES COMPLICES

[Français]

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Ne pourrait-il pas s'enquérir auprès des autorités cubaines, à Montréal, afin de savoir si elles n'ont pas déjà offert des sauf-conduits à Paul Rose ou à ses comparses?

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'ÉTUDE DU BILL CONCERNANT L'ORDRE PUBLIC
(MESURES PROVISOIRES)—RENVOI AU
COMITÉ PLÉNIER

[Traduction]

M. G. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au leader du gouvernement à la Chambre quand le gouvernement compte-t-il commencer le débat sur le bill présenté aujourd'hui par le ministre de la Justice et si le gouvernement envisage d'en confier l'examen au comité plénier plutôt qu'à un comité permanent?

L'hon. Allan J. MacEachen (président du Conseil Privé): Monsieur l'Orateur, je propose que la discussion du bill s'ouvre mercredi. Le gouvernement compte renvoyer le bill au comité plénier.

* * *

LA POLLUTION

LE BASSIN WABIGOON-ENGLISH—L'HYDRARGYRISME
CHEZ LES POISSONS ET LA SANTÉ DES INDIENS

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Forêts qui s'occupe aussi des problèmes de pollution. Elle se fonde sur une allégation de la Commission des ressources en eau de l'Ontario que l'hydrargyrisme causé par la Dryden Chemicals Limited contamine le poisson sur des centaines de milles du

réseau fluvial Wabigoon-English, et que ses effets ont été vérifiés jusqu'à la baie d'Hudson. Le gouvernement fédéral a-t-il entamé des pourparlers avec les autorités compétentes de l'Ontario et du Manitoba au sujet de cette situation critique? Par ailleurs, que fait-on pour protéger la santé des Indiens de la région qui n'ont rien pour remplacer le poisson comme base de leur alimentation?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): Monsieur l'Orateur, nous sommes constamment en contact avec l'Ontario et le Manitoba, à ce sujet. Quant aux pêcheurs, y compris les Indiens, on peut dire que jusqu'ici nous avons acheté tout le poisson livré, sans égard à sa teneur en mercure, ou nous leur avons prêté de l'argent.

[Plus tard]

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Ma question vient en supplément à celle qui a été posée précédemment au ministre des Pêches et des Forêts, mais je l'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Elle concerne le problème inquiétant que pose l'hydrargyrisme. Le ministre pourra-t-il s'assurer que les résultats des prises de sang faites sur les Indiens, notamment les enfants, seront communiqués au chef de bande de la région en question?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Oui, monsieur l'Orateur. Je n'y vois aucune objection.

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): J'ai une question supplémentaire destinée au ministre des Pêches. Est-il prêt à prendre des mesures en vertu de la loi sur les ressources en eau du Canada pour combattre la pollution sans cesse croissante par le mercure dans le bassin hydrographique de la région de Dryden, en Ontario?

L'hon. M. Davis: Oui, monsieur l'Orateur, mais je n'en vois pas l'application dans l'immédiat.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE MOYEN-ORIENT—LE CANADA ET LA POLITIQUE
DE LA GRANDE-BRETAGNE

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle s'inspire de l'exposé de principe très approfondi qu'a fait le secrétaire aux Affaires étrangères de la Grande-Bretagne au sujet de la situation au Moyen-Orient. Le ministre peut-il nous dire si le gouvernement canadien avait déjà pris connaissance de cette importante déclaration? Le cabinet accueille-t-il favorablement les suggestions du gouvernement britannique pour améliorer cette situation difficile?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. J'éprouve des doutes quant à la question du député, en particulier quant à la seconde partie. La question est toutefois d'intérêt. Peut-être la Chambre consentirait-elle à laisser le ministre y répondre.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je n'avais pas pris connaissance de cette déclaration du gouvernement britannique, monsieur l'Orateur. Je vais l'étudier et voir si je dois exprimer des observations.